

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 19/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Linamar

202 quai de Clichy
BP 77
92110 Clichy

Références : -

Code AIOT : 0010000575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement Linamar implanté ZI de La Martinerie Rue Champollion 36130 Diors. L'inspection a été annoncée le 19/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des tours aéroréfrigérante (TAR)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Linamar
- ZI de La Martinerie Rue Champollion 36130 Diors
- Code AIOT : 0010000575

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une fonderie d'aluminium qui travaille pour le secteur automobile.

Établissement autorisé par arrêté préfectoral n° 2015-060-DDCSPP du 17 juillet 2015. Les activités relevant de la nomenclature des installations classées dans cet arrêté sont les suivantes:

- rubrique n° 2552-1: fonderie de métaux et alliages non-ferreux (216 T/j) - régime de l'Autorisation ;
- rubrique n° 3250-b : transformation des métaux non-ferreux (216 T/j)- régime de l'Autorisation ;
- rubrique n° 1420-2 : amines inflammables liquéfiés (6,18 T) - régime de l'Autorisation ;
- rubrique n° 2566-1 : nettoyage décapage des métaux par traitement thermique (6 295 L) - régime de l'Autorisation ;
- rubrique n° 2771 : installation de traitement thermique de déchets non dangereux- régime de l'Autorisation ;
- rubrique n° 2921-b : Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air - régime de la Déclaration avec Contrôle
- rubrique n° 1220-3 : Oxygène- régime de la Déclaration avec Contrôle
- rubrique n° 1158-b : Diisocyanate de diphenylméthane - régime de la Déclaration avec Contrôle
- rubrique n° 2561 : Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages - régime de la Déclaration avec Contrôle
- rubrique n° 2565-4 : Revêtement métallique ou traitement par voie électrolytique ou chimique - régime de la Déclaration avec Contrôle

Les thématiques principales de la présente inspection étant le contrôle des tours aéroréfrigérantes, pour sa visite l'inspection des installations classées s'est principalement appuyée sur le texte réglementaire suivant :

- l'arrêté ministériel du 14/12/2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles/ prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	surveillance et formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.1	Sans objet
2	connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.3	Sans objet
3	analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)	Sans objet
4	procédure d'arrêt immédiat	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	redémarrage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)	Sans objet
6	fréquence d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 a)	Sans objet
7	résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 d)	Sans objet
8	bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 V	Sans objet
9	contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.2	Sans objet
10	cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 2.10	Sans objet
11	réserve de produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : surveillance et formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en oeuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le personnel de la société exploitant le système (5 personnes de la société) a été formé le 17 janvier 2023; leurs formations (suivant support de formation) répondent aux éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions de l'AMPG du 14/12/2013. <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : connaissance des produits, étiquetage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Biocides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise les produits suivant dans le cadre du bon fonctionnement de sa TAR:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3D TRASAR 3DT250: Programme anticorrosion / Anti-tartre - Nalco STA.BR.EX ST40: Biocide oxydant - Nalco 77393: Bio détergent (nettoyage annuel) - Nalco 2510: Biocide en cas de dépassement <p>L'exploitant a communiqué les Fiches de données sécurités à jour des produits utilisés; Les bidons portent en caractères très lisibles le nom des produits, symbole de danger conformément à la réglementation.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : analyse méthodique des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant communique à l'inspection l'AMR révisée le 19 août 2025 ainsi que le manuel de procédure identifié par TAR et comporte les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement,
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement.

<p>L'AMR est complétée par le dossier technique spécifique à chaque tour aéroréfrigérante (document consulté pour la tour 506 par exemple) actualisé le 19/08/2025 et comporte les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, <p>L'analyse méthodique des risques est conforme à l'AMPG</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : procédure d'arrêt immédiat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; [...]
<p>Constats :</p> <p>La procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la tour (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est écrite dans le document technique manuel d'exploitation (document consulté par échantillonnage pour la TAR 506)</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : redémarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 1 c)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.</p>
Constats :

<p>Le redémarrage de l'installation pour la TAR501 a eu lieu le 13 aout 2025 (arrêt technique)</p> <p>Le prélèvement pour analyse en Legionella pneumophila a été fait le 18 aout 2025 soit dans le délai imposé par l'AMPG.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : fréquence d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 a)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dépose sur GIDAF les informations liées aux résultats de ses prélèvements de 2025.</p> <p>Après analyse de l'inspection, la fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : résultats de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 3 d)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordonnées de l'installation ; - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début de l'analyse. - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants,

<p>anticorrosion...);</p> <p>- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.</p> <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé le rapport d'essai AR-25-IV-161071-01 du 27 août 2025 pour la TAR 506 rédigé par la société EUROFINS accrédité COFRAC.</p> <p>Le résultat des analyses de Legionella pneumophila est inférieur à 100 ufc/l</p> <p>Le rapport d'analyse comporte l'ensemble des informations réglementaires conformément à l'AMPG du 14/12/2013.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : bilan annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en oeuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bilan annuel 2024 a été transmis à l'inspection le 11 avril 2025.</p> <p>Celui-ci comprends un courrier récapitulatif sur les résultats 2024, un tableau retraçant l'ensemble des analyses sur l'ensemble des TAR ainsi que les consommations d'eau associées.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation et aux locaux techniques.
Constats : Les TAR sont délimitées par une clôture périphérique et une chaîne permettant l'accès à celles-ci. Les TAR se situent en position centrale du périmètre de l'ICPE ne permettant pas ainsi l'accès aux personnes étrangères à l'établissement . Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, TAR
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. [...] Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.
Constats : L'inspection constate la présence de rétentions dimensionnées sous chaque produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol.

<p>Chaque rétention est indépendante et associée à un produit liquide spécifique au niveau des centrales de mélanges.ainsi que dans la partie "atelier"</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : réserve de produits de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7 I 2 b)</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de plusieurs bidons d'avance sur site par catégorie de produit nécessaire pour faire face à un besoin urgent ou a des irrégularités d'approvisionnement.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>